

Le mercredi 15 mai 2002

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Recensement de l'agriculture de 2001: les exploitations agricoles canadiennes au 21^e siècle

Le Recensement de l'agriculture de 2001 a dénombré 246 923 fermes au Canada le 15 mai 2001, en baisse de près de 11 % depuis 1996. Ce déclin a touché toutes les provinces, huit provinces sur dix ayant enregistré une diminution de plus de 10 %.

Les fermes s'agrandissent. En 2001, leur superficie moyenne était de 676 acres, comparativement à 608 acres en 1996. Toujours en 2001, 13,8 % des fermes avaient des revenus bruts de 250 000 \$ ou plus. Cette proportion s'élevait à 9,4 % en 1996 (aux prix de 2000), et la taille moyenne de celles-ci était de 1 620 acres.

Les fermiers augmentent la superficie de leurs cultures et se tournent vers des cultures différentes pour des raisons économiques. En 2001, pour chaque acre de blé, on comptait 2,3 acres d'autres cultures, comparativement à 1,8 acre en 1996. Bien que le blé occupe toujours la plus grande superficie, cette dernière a reculé de 12,6 %. Les cultures de légumineuses, qui comprennent les pois secs de grande culture, les lentilles et les haricots, ont augmenté de façon importante.

Le secteur du bétail a connu une forte expansion qui lui a permis d'atteindre un nouveau sommet. Le nombre de bovins dans les fermes canadiennes a continué de s'accroître, comme c'est le cas à tous les recensements depuis 1986. Pour la première fois, le nombre de porcs se rapproche du nombre de bovins.

Pour chaque dollar, la portion allouée aux dépenses progresse. En 2000, pour chaque dollar gagné en revenus agricoles bruts, les fermiers consacraient 87 cents aux dépenses d'exploitation (excluant la dépréciation). En 1995, ils en consacraient 83 cents. Les fermiers doivent gérer leurs dépenses encore plus prudemment afin de demeurer compétitifs.

Les pratiques de gestion des terres respectueuses de l'environnement sont devenues plus populaires que les méthodes classiques de travail du sol et sont maintenant utilisées sur 60 % des terres cultivées, soit le double de la proportion enregistrée en 1991. Des pratiques comme les techniques de conservation du sol minimisent le nombre de passes des fermiers dans leurs champs, ce qui se traduit par des économies de carburant et une réduction des émissions de dioxyde de carbone.

Recensement de l'agriculture de 2001: les exploitations agricoles canadiennes au 21^e siècle

Les données du Recensement de l'agriculture de 2001 diffusées aujourd'hui fournissent un instantané du secteur agricole. Le recensement permet de réaliser une analyse détaillée des caractéristiques des exploitations du secteur agricole. Cette analyse est disponible dans le document *Les exploitations agricoles canadiennes au 21^e siècle* accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca).

Depuis 1996, le nombre de fermes a fléchi de près de 11 %, poursuivant la tendance amorcée il y a 60 ans, alors que le nombre de fermes au Canada commençait à chuter après avoir atteint un sommet en 1941.

Le 15 mai 2001, jour du recensement, on a dénombré au Canada 246 923 fermes qui correspondaient à la définition d'une ferme de recensement. Il s'agit du déclin en pourcentage le plus marqué entre deux recensements depuis 1971. Le recensement comprend les fermes de toutes les tailles économiques, des fermes d'agrément aux corporations d'envergure. Toutefois, bien que le nombre de fermes diminue, leur superficie moyenne augmente.

Divers événements et diverses tendances donnent une signification particulière aux données et les mettent en contexte: des facteurs économiques nationaux et globaux, des changements et des innovations technologiques, l'évolution des goûts des consommateurs, les conditions météorologiques et d'autres enjeux environnementaux. Contrairement au recensement, qui a lieu tous les cinq ans, ces facteurs évoluent de façon imprévisible et les fermiers doivent s'y ajuster de façon rapide, précise et prudente afin d'assurer leur survie économique. Les solutions sont aussi variées que le sont les exploitations.

De nouvelles fermes ne cessent d'apparaître

Sur dix fermes canadiennes recensées en 1996, sept existaient toujours en 2001 et trois avaient quitté le secteur agricole. De nouvelles fermes ont également fait leur apparition, soit environ 50 000 depuis 1996. Les fermes qui sont demeurées en affaires d'un recensement à l'autre ont généralement accru leur production en augmentant la superficie moyenne consacrée à la culture ou en accroissant le nombre d'animaux.

Des fermes de toutes les tailles ont quitté le secteur agricole, bien qu'on ait observé le taux de départ le plus élevé au sein du groupe des fermes ayant des revenus bruts inférieurs à 100 000 \$. Parmi les fermes dénombrées en 1996 et ayant des revenus inférieurs à 25 000 \$, tout juste moins de la

moitié ont quitté le secteur agricole en 2001. C'est dans le groupe des fermes ayant les revenus les plus élevés qu'on a observé le moins de départs. En 2001, les fermes ayant des revenus inférieurs à 100 000 \$ représentaient encore les deux tiers de toutes les fermes.

Note aux lecteurs

Le Recensement de l'agriculture dans Internet

Plus de données sont offertes dans le module Recensement de l'agriculture du site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour obtenir plus de renseignements, allez à la page d'accueil, sélectionnez l'icône du Recensement, puis Recensement de l'agriculture dans le menu à gauche de l'écran.

Des données, des analyses et des renseignements généraux gratuits dans Internet

Toutes les variables agricoles du Recensement de l'agriculture de 2001 qui sont présentement disponibles pour le Canada, les provinces, les territoires et les régions infraprovinciales (les régions agricoles de recensement et les divisions de recensement) sont accessibles sous forme de publication électronique (95F0301XIF, gratuite). On y trouve entre autres des données sur le nombre et le type de fermes, sur la superficie des grandes cultures et l'utilisation des terres, sur les pratiques de gestion des terres, sur les stocks de bétail et de volaille, sur la machinerie et l'équipement agricoles, sur le capital agricole ainsi que sur les dépenses d'exploitation et les revenus agricoles.

Vous pouvez également consulter 17 tableaux de données supplémentaires pour chaque province et pour le Canada, portant sur des sujets comme la superficie des cultures, les stocks de bétail, l'utilisation de l'ordinateur ainsi que les revenus et les dépenses. Ces tableaux contiennent les données de 1996 et de 2001 ainsi que la variation en pourcentage, s'il y a lieu. À la page d'accueil, choisissez Le Canada en statistiques, puis Économie et Recensement de l'agriculture.

Vous pouvez aussi lire des textes présentant les Exploitations agricoles : tendances provinciales et régionales.

Les données agricoles à l'échelon des subdivisions de recensement unifiées seront disponibles pour toutes les variables sur les exploitations agricoles à compter du 12 juin, dans Internet ou sur CD-ROM, et des frais devront être déboursés. Il s'agit du plus petit niveau géographique pour lequel des données du Recensement de l'agriculture seront offertes. Consultez le calendrier de diffusion pour obtenir une description complète des autres données, produits et services tirés du Recensement de l'agriculture de 2001.

Les ajustements et la capacité d'adaptation sont la clé du succès

Les fermiers ne sont pas à l'abri des facteurs démographiques qui touchent le reste de la population. Bien que les données de 2001 sur les exploitants agricoles ne soient pas encore disponibles, les données de 1996 montrent que les fermiers âgés de plus de 55 ans se situent majoritairement dans le même groupe pour ce qui est des revenus et que c'est également au sein de ce groupe qu'on enregistre le taux le plus élevé de départs.

Agrandir la ferme ou quitter le secteur agricole, voilà le choix auquel font face les fermiers plus âgés, soit parce qu'ils souhaitent quitter ce secteur, soit parce qu'ils se sont fait supplanter au sein du secteur en raison de l'augmentation des coûts et de la diminution des profits. Plusieurs fermiers vendent ou louent leur terre à d'autres exploitants lorsqu'ils cessent d'y travailler activement.

Chez ceux qui restent, les ajustements et la capacité d'adaptation sont la clé du succès. L'augmentation de leur productivité laisse croire qu'ils trouvent des façons de faire face aux exigences de l'économie. Dans l'ensemble, les fermiers produisent davantage avec moins.

La production augmente

Les fermiers élèvent plus de bovins, de porcs et de volaille que jamais. Ils augmentent la superficie de leurs cultures. Les fermiers ne disposent pas de nouvelles terres, mais ils convertissent leurs terres non productives (les terres en jachère) en terres cultivées, où ils font pousser soit des cultures commercialisables, soit des cultures servant à alimenter le nombre croissant d'animaux. Pour la même raison, les terres non améliorées sont traitées afin d'en augmenter la valeur fourragère.

Le blé détient toujours la première place, bien que dans une moindre mesure. La superficie des serres connaît un essor jamais égalé. Les fermiers se sont tournés vers de nouvelles denrées et la taille moyenne des fermes s'accroît. Dans certaines régions du pays, les fermes où l'on combine l'élevage du bétail et les cultures remplacent les fermes de cultures, en raison des avantages économiques de la diversification et des procédés permettant d'obtenir une valeur ajoutée. Chez les éleveurs, les espèces animales moins traditionnelles gagnent en popularité.

Des marchés d'exportation accrus pour plusieurs produits

Les données du Recensement de l'agriculture de 2001 mettent en lumière des marchés d'exportation accrus pour plusieurs produits, y compris les porcs et les bovins vivants, la viande de porc et de boeuf, les oléagineux, les légumineuses (comme les pois secs de grande culture, les haricots et les lentilles), les vins, les graines fourragères et le foin. Depuis 1996, la superficie des pois secs de grande culture, une légumineuse, a quintuplé. Les oléagineux, particulièrement le soya, ont aussi connu de très fortes hausses d'un recensement à l'autre. Le blé demeure la culture majoritaire, occupant près du tiers de la superficie totale des principales grandes cultures. Toutefois, le blé devient moins courant au fur et à mesure que les fermiers répondent aux conditions du marché et se tournent vers des cultures différentes et plus rentables. En 2001, pour chaque acre de blé, on comptait 2,3 acres d'autres cultures, comparativement à 1,8 acre en 1996.

Les pratiques de gestion des terres changent beaucoup

Les pratiques de gestion des terres changent beaucoup, surtout dans l'Ouest, où les fermiers préconisent des méthodes d'ensemencement impliquant peu ou pas de travail du sol, ce qui leur permet de garder moins de terres en jachère et davantage de terres en production. Les terres utilisées pour le pâturage sont améliorées afin d'accroître leur valeur et leur utilité pour l'élevage du bétail.

Les producteurs de blé changent de cap

La question du transport du grain demeure un sujet de préoccupation important pour les fermiers des Prairies. Ainsi, en 1995, des modifications législatives ont entraîné la disparition de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest*, succédant au tarif du Nid-de-Corbeau, qui permettaient aux fermiers de diminuer les coûts liés à l'acheminement du grain au port le plus près. La chute du prix du blé a fait progresser la part de revenus que les cultivateurs de blé devaient payer pour transporter leur grain. Parallèlement, les prix du bétail étaient à la hausse, et plusieurs fermiers des Prairies y ont réagi en changeant de cap. Les données du recensement montrent que les agriculteurs se sont ajustés à ces pressions économiques en se tournant vers d'autres types de cultures ou vers des produits complètement différents.

Le bétail connaît une hausse

Le nombre de bovins a crû en 2001, en partie en réponse à la demande du marché et en partie parce que les fermiers, en cherchant à diminuer les coûts de transport du grain, se sont aperçus qu'il était économiquement avantageux d'utiliser leurs vastes stocks de grains à prix compétitif pour nourrir les bovins avant de les exporter. En Alberta, la province canadienne associée au boeuf, plusieurs des 673 000 bovins supplémentaires ont servi à alimenter le marché d'exportation vers les États-Unis, qui est un marché insatiable.

L'une des hausses les plus significatives révélées par le recensement a été celle du nombre de porcs, qui a bondi de 26 % depuis 1996, bien que le nombre de fermes porcines recensées ait reculé de près de 27 %. Cette progression est partiellement attribuable à la demande internationale, surtout celle des États-Unis et du Japon, ainsi qu'à l'ouverture de nouveaux marchés comme le Mexique. Plusieurs réductions tarifaires, jumelées à la faiblesse relative du dollar canadien et à l'approvisionnement abondant en céréales fourragères, ont rendu le porc canadien plus attirant aux yeux des marchés internationaux.

Une double réussite: la culture de serre et la culture du raisin

La croissance du secteur des cultures de serre constitue une autre réussite. Au Canada, un total de 18 kilomètres carrés, la plupart se trouvant dans le sud-ouest de l'Ontario, est maintenant consacré à la culture de serre. Cela correspond à plus du double de la superficie enregistrée en 1991.

La culture du raisin, qui s'étend sur une superficie relativement restreinte, a gagné en importance depuis l'adoption de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis en 1988, qui a touché le secteur. Depuis 1996, la superficie consacrée à la culture du raisin a augmenté de 41 %. Il s'agit

de la plus forte hausse relative, au chapitre de la superficie, parmi les cinq fruits les plus cultivés au Canada.

L'écart entre les revenus et les dépenses se resserre

Malgré leur productivité accrue, certains fermiers sont de plus en plus coincés sur le plan économique, alors que dans la plupart des provinces, la marge s'amenuise entre les dépenses d'exploitation et les revenus agricoles bruts. Pour un agriculteur, le ratio entre les dépenses et les revenus agricoles bruts dépend de plusieurs facteurs. Toutefois, pour l'ensemble des agriculteurs, la taille et le type de ferme semblent faire la différence entre la capacité de maintenir ou non un bon équilibre financier. La marge de bénéfices d'exploitation la plus étroite a été observée au sein des fermes d'élevage de bovins de boucherie, les dépenses atteignant 94 cents pour chaque dollar gagné. Quant aux fermes laitières, elles disposaient de la plus importante marge, leurs dépenses représentant 75 cents pour chaque dollar gagné. Parmi toutes les exploitations, celles ayant des revenus entre 100 000 \$ et 250 000 \$ tendaient à avoir le meilleur ratio dépenses-ventes, soit 81 cents de dépenses pour chaque dollar de revenus. C'est dans les petites fermes au revenu égal ou inférieur à 25 000 \$ qu'on retrouvait le ratio le moins avantageux, soit 1,68 \$ de dépenses pour chaque dollar de revenus.

Ce communiqué est le premier d'une série de trois diffusions de données du Recensement de l'agriculture de 2001. Les prochains communiqués traceront un portrait statistique des hommes et des femmes qui dirigent les fermes, ainsi que de leur famille.

La publication *Données sur les exploitations agricoles, première diffusion* (95F0301XIF, gratuite) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). Sous *Nos produits et services*, choisissez *Publications gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Michel McCartin au (613) 951-1090, Recensement de l'agriculture, ou avec les Relations avec les médias au (613) 951-4636, Division des communications.

Les exploitations agricoles canadiennes au 21^e siècle

[Le nombre de fermes a diminué dans toutes les provinces](#)

[L'évolution des pratiques de gestion des terres augmente la productivité](#)

[Cultures](#)

[Bétail](#)

[Volaille](#)

[Gestion des terres](#)

[Agriculture biologique certifiée](#)

[Serres](#)

[Fruits](#)

[Légumes de plein champ](#)

[Finances](#)

[L'agriculture dans le nord](#)

[Ordinateurs](#)

Les exploitations agricoles canadiennes au XXI^e siècle

[Le nombre de fermes a diminué dans toutes les provinces](#)

[L'évolution des pratiques de gestion des terres augmente la productivité](#)

Le nombre de fermes a diminué dans toutes les provinces

De 1996 à 2001, le nombre de fermes a diminué d'au moins 10 % dans toutes les provinces, exception faite de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, où on a enregistré un déclin moins marqué. Depuis 1996, ce déclin se chiffre à 29 625 fermes au Canada.

Le nombre de fermes diminue depuis cinq décennies, un reflet des changements technologiques rapides et de la productivité accrue. Le plus fort déclin jamais enregistré est survenu entre les Recensements de 1956 et 1961, alors que le nombre de fermes a diminué de 94 116 ou 16,4 %. Une autre baisse de 15,0 % a été enregistrée entre 1966 et 1971. Le taux de déclin avait ralenti entre 1991 et 1996.

À l'échelon provincial, c'est l'Île-du-Prince-Édouard qui a connu la plus forte baisse en pourcentage du nombre de fermes, suivie du Manitoba.

	2001	1996	Variation absolue	Variation en %
Canada	246 923	276 548	-29 625	-10,7 %
Terre-Neuve-et-Labrador	643	742	-99	-13,3 %
Île-du-Prince-Édouard	1 845	2 217	-372	16,8 %
Nouvelle-Écosse	3 923	4 453	-530	-11,9 %
Nouveau-Brunswick	3 034	3 405	-371	-10,9 %
Québec	32 139	35 991	-3 852	-10,7 %
Ontario	59 728	67 520	-7 792	-11,5 %
Manitoba	21 071	24 383	-3 312	-13,6 %
Saskatchewan	50 598	56 995	-6 397	-11,2 %
Alberta	53 652	59 007	-5 355	-9,1 %
Colombie-Britannique	20 290	21 835	-1 545	-7,1 %

Sept des 10 exploitations agricoles qui avaient été dénombrées en 1996 étaient toujours là en 2001, tandis que trois avaient quitté le secteur agricole. En outre, 50 000 fermes (soit un cinquième de toutes les fermes) avaient fait leur apparition depuis 1996, un taux conforme aux tendances à long terme.

Parmi les provinces, c'est à l'Île-du-Prince-Édouard qu'on a enregistré la baisse relative la plus marquée depuis 1996 pour ce qui est du nombre de fermes. C'est aussi là qu'on a enregistré la plus petite proportion de nouvelles fermes. Seulement 16,6 % des fermes de cette province s'étaient ajoutées depuis le dernier recensement. En outre, les fermes de l'Île-du-Prince-Édouard étaient en moyenne 18,2 % plus grandes qu'en 1996; il s'agit de la plus forte hausse relative parmi toutes les provinces. Les fermes de l'Île-du-Prince-Édouard ont une superficie moyenne de 350 acres, comparativement à 296 acres en 1996. C'est au Manitoba qu'on a enregistré la deuxième plus forte hausse pour ce qui est de la superficie

moyenne des fermes, avec 13,6 %. La ferme manitobaine moyenne compte 891 acres, comparativement à 784 acres en 1996.

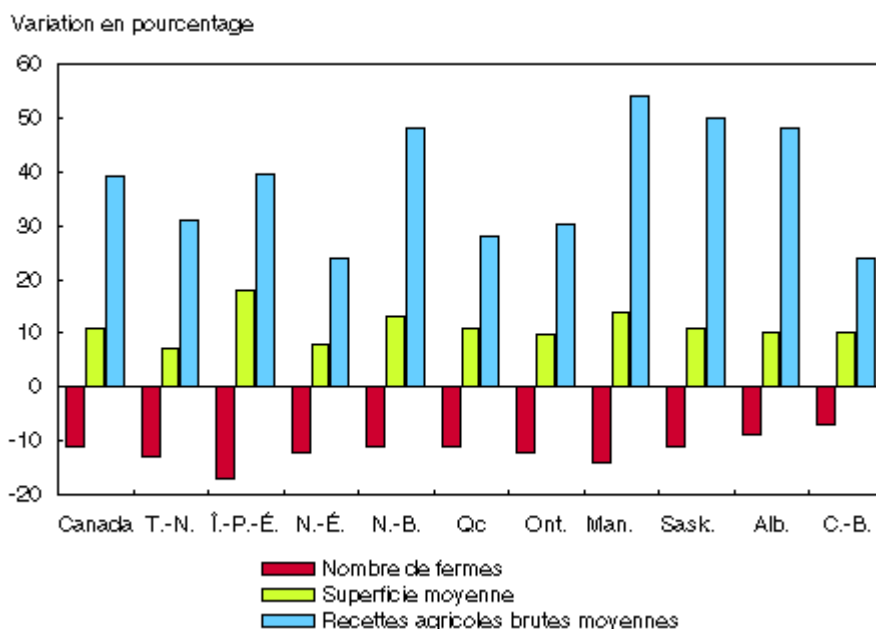
La Colombie-Britannique se trouvait à l'autre extrémité du spectre : plus du tiers (35,7 %) des fermes dénombrées dans cette province le jour du recensement étaient nouvelles.

Parmi les fermes de cultures et les fermes d'élevage de bétail, particulièrement de porcs, celles ayant quitté le secteur agricole entre les recensements possédaient une superficie moyenne ou un troupeau plus petit que ceux des fermes étant demeurées dans le secteur agricole ou s'y étant joint depuis 1996.

Un peu moins de la moitié des fermes ayant des revenus inférieurs à 25 000 \$ et qui avaient été dénombrées en 1996 avaient quitté en 2001. Parmi les fermes ayant des revenus plus élevés, un quart de celles ayant des revenus entre 25 000 \$ et 100 000 \$ avaient quitté.

Les fermes ayant des revenus agricoles bruts de 250 000 \$ ou plus (au prix de 2000) représentaient 13,8 % de toutes les fermes en 2001, une proportion équivalant au double de celle enregistrée en 1991. Leur part avait plus que doublé entre 1981 et 1991. Il s'agit de la seule catégorie de revenus ayant enregistré des augmentations à l'échelon national.

Le nombre de fermes diminue tandis que les revenus agricoles bruts moyens et la superficie moyenne des fermes augmentent dans toutes les provinces (aux prix de 2000) (1996-2001)



L'évolution des pratiques de gestion des terres augmente la productivité

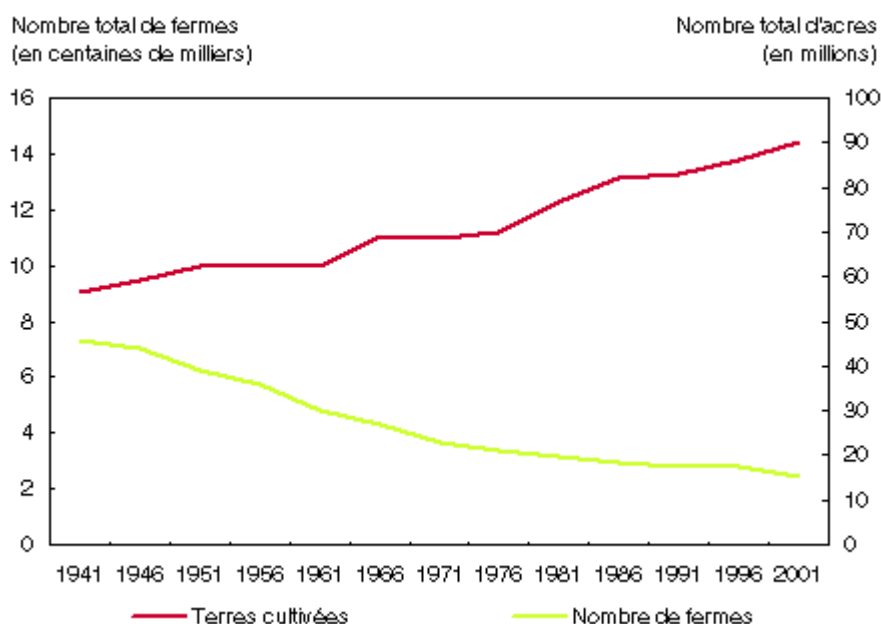
Au pays, les agriculteurs ont déclaré posséder 89,9 millions d'acres en cultures en 2001, en hausse de 4,2 % par rapport au recensement précédent. La ferme moyenne au Canada a augmenté sa superficie de 11,2 %, passant de 608 à 676 acres.

Une grande partie de cette augmentation de la productivité des terres en culture s'explique par le déclin de 25,2 % enregistré du côté des terres en jachère. La superficie des terres en jachère a continué à diminuer, en partie parce que les agriculteurs et agricultrices utilisent davantage de méthodes novatrices de travail du sol, comme le semis direct, ce qui permet au sol de garder son humidité; par conséquent, le besoin de garder des terres en jachère pendant une année diminue. La plupart des terres en jachère se trouvent dans les Prairies.

Au fur et à mesure que le nombre d'animaux en pâturage augmente, les agriculteurs et agricultrices déclarent davantage de terres «améliorées». Les terres non «améliorées» ont diminué d'un demi-million d'acres, une partie étant convertie en terres «améliorées» afin d'en augmenter la productivité.

Des années de sécheresse consécutives ont incité les agriculteurs et agricultrices à accroître la superficie consacrée aux pâturages et aux cultures fourragères afin de répondre aux besoins en alimentation de leurs troupeaux de bétail. La superficie des terres «améliorées» était en hausse de 10,5 % en 2001, tandis que celle consacrée à la culture de la luzerne avait augmenté de 25,2 % et celle des autres foins cultivés, de 7,6 %, comparativement à la superficie enregistrée en 1996.

Les superficies cultivées augmentent mais le nombre de fermes continue de diminuer



Cultures

[Le blé règne toujours, mais les agriculteurs et agricultrices se tournent vers d'autres cultures](#)

[Augmentation du soya au Manitoba](#)

[Encore plus de pomme de terre](#)

[C'est en Ontario qu'on cultive la majorité du maïs-grain](#)

Le blé règne toujours, mais les agriculteurs et agricultrices se tournent vers d'autres cultures

Le secteur des cultures illustre bien l'évolution de l'agriculture. La superficieensemencée est en hausse et les agriculteurs et agricultrices se tournent vers d'autres cultures. Le blé occupe toujours la plus grande superficieensemencée, avec 26,8 millions d'acres, bien qu'il ait enregistré le déclin le plus marqué de toutes les grandes cultures depuis 1996. L'orge occupe toujours le deuxième rang, mais comme le blé, sa part diminue, ayant reculé d'un autre 10 % en 2001.

Le blé de printemps constitue toujours la principale culture dans les provinces des Prairies, mais sa superficie a beaucoup diminué entre 1996 et 2001 : de 8,1 % au Manitoba, de 23,1 % en Saskatchewan et de 9,9 % en Alberta.

Les cultivateurs et cultivatrices de blé ont subi deux coups durs vers la moitié et la fin des années 90, avec la chute des prix du blé et les coûts de transport plus élevés pour acheminer leur grain au port le plus près. En 1995, des modifications législatives ont entraîné la disparition de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, successeur du tarif du Nid-de-Corbeau, qui permettaient aux agriculteurs et agricultrices de diminuer les coûts liés au transport du grain. Les conséquences de ces deux changements se sont fait sentir de façon évidente en 2001.

Dans certaines parties de l'Alberta et de la Saskatchewan, 2001 a été la deuxième ou la troisième année de suite où les précipitations ont été faibles, une épreuve supplémentaire pour ce secteur déjà affligé par la chute des prix des cultures et d'autres pressions économiques.

La sécheresse a un impact sur les intentions d'ensemencement; par ailleurs, certains types de blé, comme le blé durum (en hausse de 3,9 %) y résistent mieux que d'autres. Mais le fait de substituer une culture à une autre ne permet pas toujours de combattre les effets de la sécheresse, et le manque important de précipitations s'est reflété dans les paiements d'assurance-récolte en 2001, qui ont presque atteint un niveau record. Les faibles précipitations ont aussi eu un impact sur la disponibilité des aliments pour le bétail, obligeant les agriculteurs et agricultrices à convertir leurs terres en jachère pour en faire des terres productives, ou encore à «améliorer» leurs pâturages afin de pouvoir nourrir leurs animaux.

Le blé, qui constitue toujours la principale culture, continue cependant à perdre de l'importance; cette tendance n'est pas nouvelle. La diversification des cultures est en cours depuis plusieurs décennies. Depuis 1986, la superficie consacrée à la culture du blé a diminué de 23,7 %, alors que la proportion de terres consacrées aux oléagineux a augmenté de 45 %. Cette

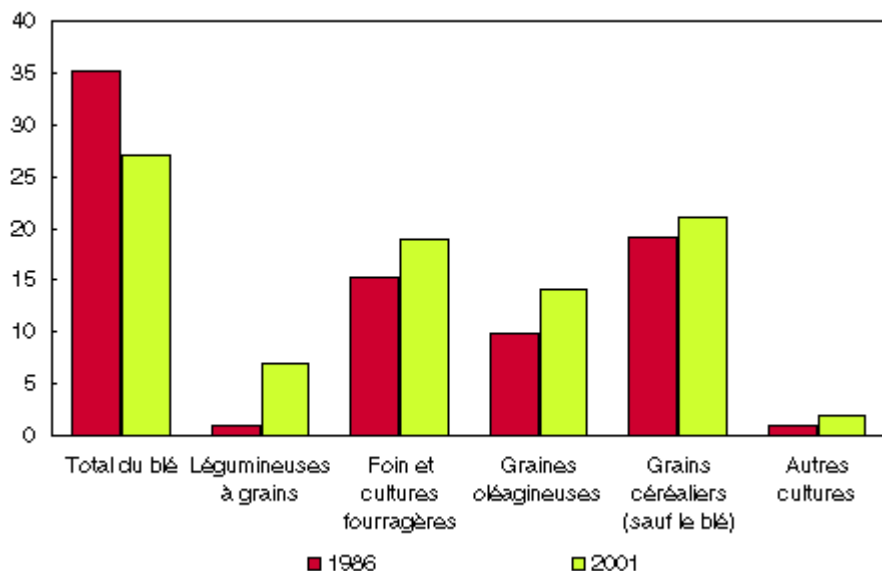
dernière culture compte maintenant pour 15,8 % de la superficie totale nationale consacrée aux grandes cultures.

Les légumineuses —pois secs de grande culture, lentilles et haricots — sont en hausse de façon marquée. L'augmentation des cultures de pois secs de grande culture et de haricots était plus prononcée en Saskatchewan et en Alberta.

En outre, la superficie consacrée aux lentilles a plus que doublé depuis le dernier recensement; il s'agit de la troisième plus forte augmentation parmi toutes les cultures. Parce qu'elles peuvent fixer l'azote de l'air dans le sol, les légumineuses nécessitent moins d'engrais que les grains céréaliers ou que la plupart des oléagineux. La valeur accrue des légumineuses et leurs plus faibles coûts de fertilisation en font une culture attrayante pour les agriculteurs et agricultrices, étant donné que les dépenses associées à la culture agricole augmentent.

Les graines oléagineuses et les légumineuses à grains ont gagné du terrain sur le blé au cours des 15 dernières années

Superficie totale (en millions d'acres)



Plus de 100 pays importent les légumineuses du Canada. L'Asie du Sud, où une grande partie de la population est végétarienne, consomme davantage de ces légumineuses que toute autre région dans le monde. L'Europe, et particulièrement l'Espagne (qui utilise les pois secs de grande culture canadiens pour nourrir ses animaux), est une autre destination de choix pour l'exportation.

Augmentation du soya au Manitoba

De tous les oléagineux, le soya est celui qui a connu la plus forte croissance. Au Manitoba, la superficie totale consacrée à la culture du soya a grimpé en flèche, passant d'à peine 600 acres en 1996 à plus de 50 000 en 2001. De nouvelles variétés de soya, supportant une plus courte saison de croissance, de même que la demande en aliments de l'industrie porcine provinciale en pleine croissance, sont grandement responsables de cette

augmentation. Malgré des hausses dans d'autres provinces, l'Ontario demeure, et de loin, le principal producteur de soya avec 84,1% des 2,7 millions d'acres au Canada. Le Québec est deuxième, loin derrière.

Encore plus de pomme de terre

La superficie consacrée à la culture de la pomme de terre a augmenté de 12,8 % depuis 1996 pour se chiffrer à 418 783 acres. L'Île-du-Prince-Édouard comptait le quart de cette superficie totale, suivie du Manitoba. En Alberta, la superficie consacrée à la culture des pommes de terre a bondi de 85,3 % depuis 1996, passant du sixième au quatrième rang. L'Alberta se situe maintenant à égalité avec le Nouveau-Brunswick à ce chapitre.

La majorité de cette hausse est attribuable à la demande croissante des usines de transformation spécialisées qui doivent subvenir à l'insatiable marché des frites, tant intérieur que d'exportation.

C'est en Ontario qu'on cultive la majorité du maïs-grain

Le maïs-grain, un aliment pour animaux à haute valeur énergétique, demeure une culture importante en Ontario, où l'on cultive près des deux tiers de la superficie totale canadienne. Les agriculteurs et agricultrices ont augmenté la superficie consacrée à la culture du maïs-grain pour atteindre un total national de 3,2 millions d'acres, comparativement à 2,8 millions en 1996.

C'est au Québec que la superficie consacrée à la culture du maïs-grain a crû de la façon la plus marquée, en termes absolus, depuis 1996; on a aussi enregistré des augmentations importantes au Manitoba. Dans ces deux provinces, cette hausse a été causée par une autre hausse importante de la production porcine. Le maïs-grain constitue un aliment de consommation courante pour les porcs.

Le maïs-grain entre aussi dans la fabrication de nombreux produits, y compris le sirop de maïs, la fécule de maïs, l'huile de maïs et l'éthanol. L'éthanol est un alcool dérivé de la culture du maïs-grain et qui est respectueux de l'environnement; on peut l'ajouter à l'essence afin d'accroître son indice d'octane et d'améliorer la performance des moteurs, tout en utilisant un carburant plus « propre ». La proposition du gouvernement visant à rendre obligatoire l'ajout de 10 % d'éthanol dans l'essence constitue un pas en avant en ce qui concerne la réduction de l'effet de serre. Des mélanges d'essence contenant de l'éthanol sont déjà disponibles au Canada.

Bétail

[Un nombre record de bovins et de porcs](#)

[Le nombre de vaches laitières diminue, mais la production demeure stable](#)

[Le nombre de porcs augmente](#)

[Plus de moutons dans plus de fermes](#)

[Les espèces animales non traditionnelles de plus en plus populaires](#)

Un nombre record de bovins et de porcs

Les agriculteurs et agricultrices ont déclaré un nombre record de bovins et de porcs le 15 mai 2001. Le nombre de bovins dans les fermes canadiennes a augmenté de 4,4 % entre 1996 et 2001 pour atteindre le nombre sans précédent de 15,6 millions de têtes. Quant aux porcs, leur nombre a aussi atteint un sommet inégalé, soit 13,9 millions —un bond de 26,4 %.

Depuis 1986, les bovins de boucherie sont à l'origine de l'augmentation du cheptel bovin (qui comprend les bovins de boucherie et les vaches laitières). Le nombre moyen de bovins par ferme est passé de 105 en 1996 à 127 en 2001.

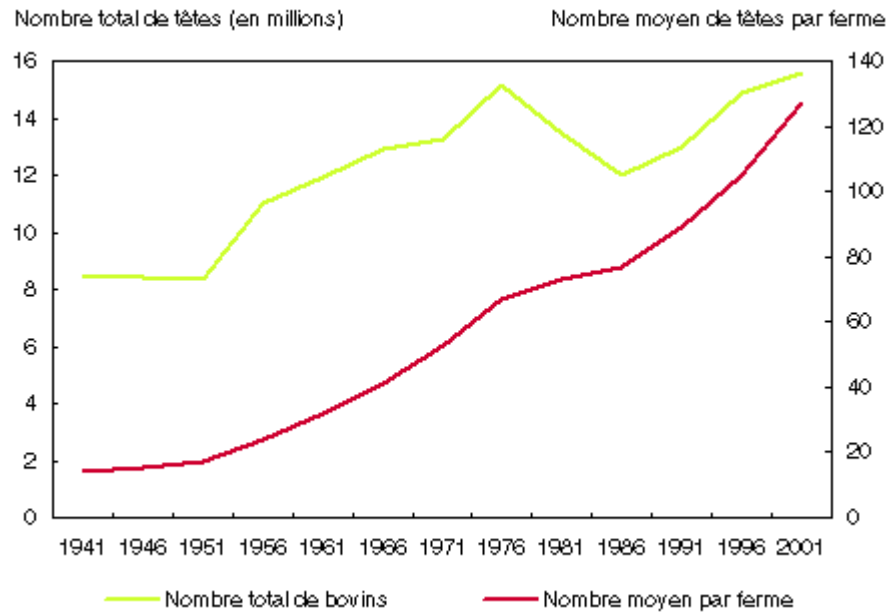
La plus grande partie de cette augmentation provient de l'Alberta, qui comptait presque 673 000 bovins de plus en 2001 qu'en 1996. Le cheptel albertain représentait 43 % du cheptel canadien; la Saskatchewan suivait avec moins de 20 %.

La demande accrue pour le boeuf combinée à de sérieuses conditions de sécheresse dans certaines parties de la province ont des conséquences sur l'utilisation des terres. En Alberta, la superficie des terres en jachère a diminué de 14,0 %. La majeure partie de ces nouvelles terres productives semble être consacrée à la culture fourragère, comme le foin ou la luzerne, qui ont augmenté de plus de 30 %. On a d'ailleurs observé une hausse de 16,5 % des pâturages « améliorés » en Alberta.

L'industrie des parcs d'engraissement a été prospère au cours de cet intervalle de cinq ans, grâce aux conditions favorables du marché, tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Les exportations de boeuf du Canada ont crû de plus de la moitié depuis 1996, surtout celles vers les États-Unis, l'Asie, le Mexique et l'Argentine. La réputation du Canada en tant que fournisseur de boeuf de bonne qualité de même que l'abondance des approvisionnements en céréales fourragères et la faiblesse relative du dollar canadien par rapport au dollar américain favorisent les exportateurs canadiens.

Au chapitre du cheptel bovin, le déplacement de l'est vers l'ouest amorcé en 1991 s'est poursuivi, mais à un rythme moins rapide. En 2001, on retrouvait dans l'Ouest plus de 86 % des 4,8 millions de bovins, une légère augmentation depuis 1996.

Le nombre de bovins et de veaux atteint un sommet inégalé; la taille moyenne des troupeaux augmente

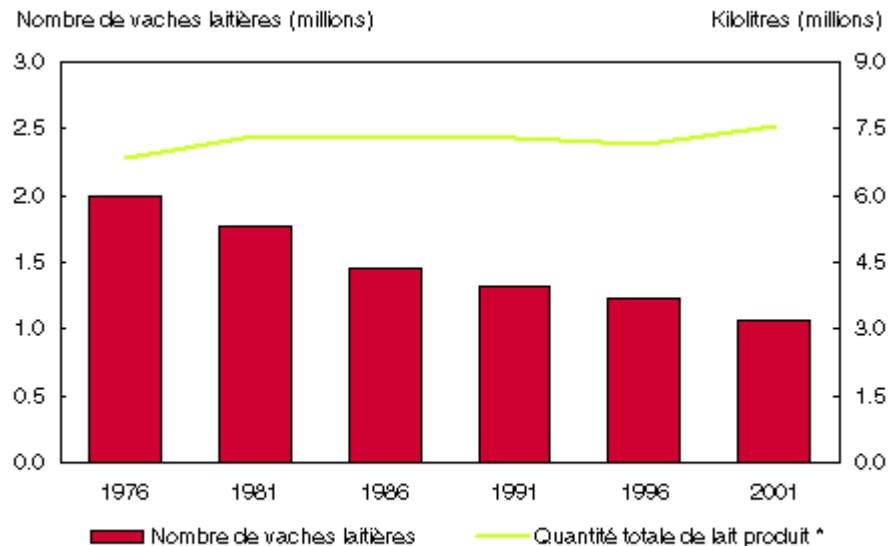


Le nombre de vaches laitières diminue, mais la production demeure stable

La tendance vers une diminution du nombre de vaches laitières s'est poursuivie en 2001, alors que le nombre de fermes ayant déclaré des vaches laitières a décliné de 29,2 % et le nombre de vaches, de 13,6 %. Malgré cela, la production est demeurée relativement stable.

Au Canada, la production laitière est réglementée au moyen de la gestion des approvisionnements. Au fur et à mesure que les vaches laitières deviennent plus productives grâce à des méthodes de reproduction et d'alimentation améliorées et à des traites plus fréquentes, moins d'animaux sont nécessaires pour produire la même quantité de lait. Le système de quota, généralement fondé sur la taille de la population et la demande des consommateurs, explique aussi pourquoi la production demeure surtout concentrée au Québec et en Ontario.

Moins de vaches, mais plus de lait...



* Source: Section du bétail et des produits d'origine animale, Division de l'agriculture, Statistique Canada.

Le nombre de porcs augmente

Le nombre de porcs a augmenté de façon marquée en 2001 pour atteindre 13,9 millions — un bond de 26,4 % depuis le dernier recensement. Depuis 1976, et plus particulièrement entre 1976 et 1981, puis entre 1996 et 2001, la demande d'exportation a fait croître considérablement la production porcine. La forte demande des entreprises d'engraissement américaines spécialisées dans la finition a fait augmenter l'exportation de porcs vivants de 57,0 % lors des cinq années se terminant en décembre 2000, tandis que la demande accrue des États-Unis et du Japon pour la viande de porc a fait grimper les exportations de viande de 76,3 % en 2000 par rapport à 1996.

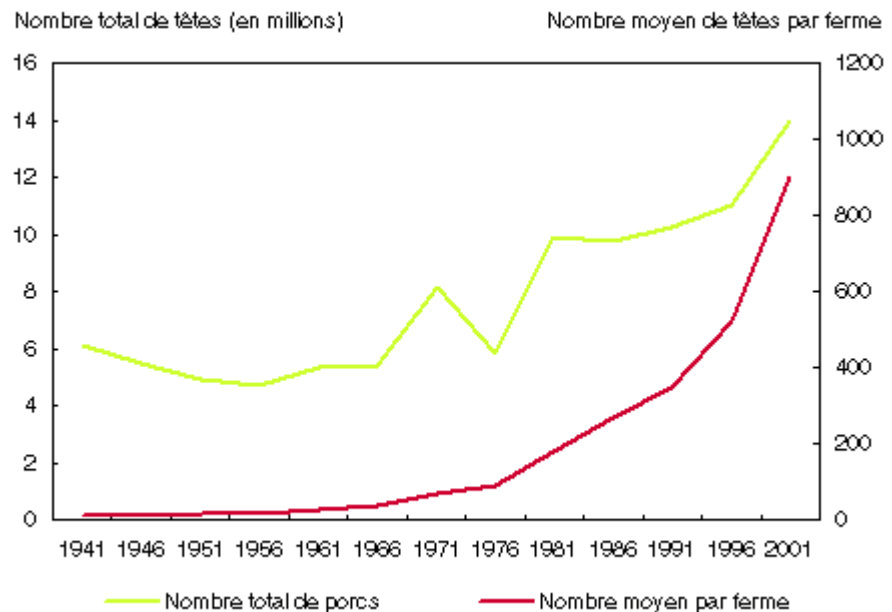
En janvier 2000, les droits compensatoires sur les porcs exportés aux États-Unis ont diminué pour la première fois depuis près de 15 ans. En 1995, l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce a établi que les tarifs pour les exportations vers l'Asie (exception faite du Japon) chuteraient de 30 % à 60 % entre 1995 et 2004.

Un facteur important ayant contribué au réalignment du secteur porcin aura été la demande des producteurs en animaux répondant à des normes de qualité très strictes. La production d'animaux ayant une taille, un rapport graisse-viande et d'autres exigences uniformes est plus efficacement réalisable dans les grandes exploitations que dans les petites. Du point de vue des transformateurs, les meilleures affaires se font avec plusieurs grands producteurs et productrices au lieu d'une douzaine de petits.

L'intervalle entre les deux recensements a masqué l'effondrement du prix des porcs en 1998, un événement qui a accéléré les changements structurels déjà amorcés dans le secteur porcin. Les plus grands producteurs et productrices ont fait leur apparition et plusieurs petites exploitations ont quitté. Près de 5 000 fermes élevant des porcs en 1996 avaient quitté en 2001; la taille moyenne des cheptels était de 396 animaux, comparativement à 523 en 1996.

Le Québec et l'Ontario occupaient toujours le premier et le deuxième rang pour ce qui est du nombre d'animaux en 2001. À elles seules, ces deux provinces comptaient plus de la moitié de tous les porcs du Canada.

Plus de porcs que jamais, sur des fermes plus grosses

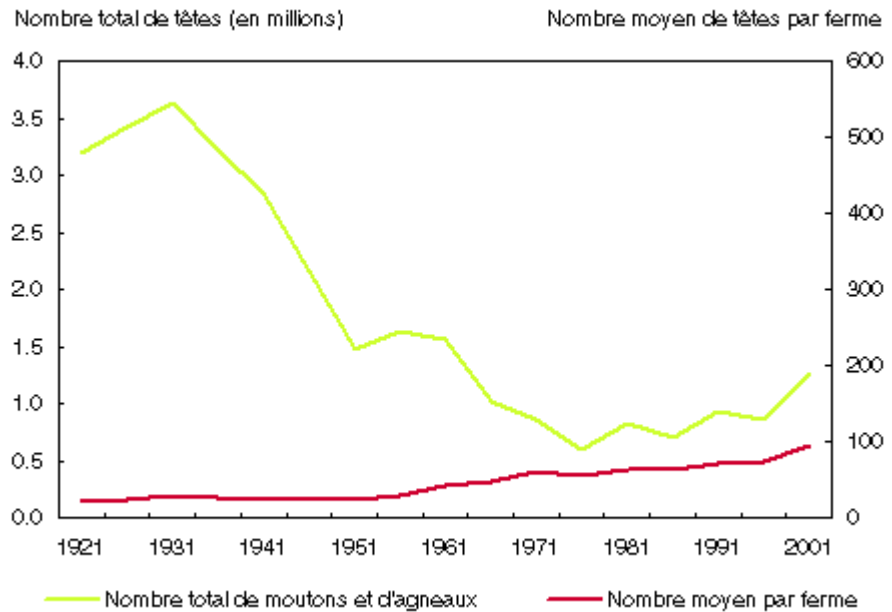


Plus de moutons dans plus de fermes

Le secteur de l'élevage de moutons a enregistré des hausses tant pour ce qui est du nombre de fermes que de la taille des effectifs. Les agriculteurs et agricultrices ont déclaré 1,3 million de moutons en 2001, en hausse de près de 50 % comparativement à 1996. Cette hausse était toutefois bien en dessous du sommet de 3,6 millions déclaré en 1931.

La tendance à retrouver plus de moutons dans plus de fermes est apparue en 1991 et s'est poursuivie en 2001 : parmi les fermes, environ 12,2 % de plus qu'en 1996 ont déclaré élever des moutons. Environ 27 % des moutons se trouvaient en Ontario, puis en Alberta (24 %) et au Québec (20 %). Au Canada, les moutons sont davantage élevés pour la viande que pour la laine. La majorité de la demande provient de la population ethnique toujours croissante, particulièrement dans la région du Grand Toronto, de même que de ce que les producteurs appellent « le marché urbain haut de gamme ». On s'attend à ce que les envois dans la région du Grand Toronto augmentent de 20 % cette année.

Le nombre moyen de fermes d'élevage de moutons augmente en même temps que le nombre de bêtes



Les espèces animales non traditionnelles de plus en plus populaires

La recherche de produits plus diversifiés et de nouveaux marchés a continué à faire augmenter l'élevage d'espèces animales non traditionnelles, une tendance qui a émergé en 1991. Par exemple, on retrouvait 182 851 chèvres dans les fermes canadiennes en 2001, en hausse de presque 45 % depuis 1996. La chèvre, un animal polyvalent, est élevée pour la saine qualité de sa viande et de son lait et, chez certaines races comme l'angora, pour la qualité de sa laine. En outre, la demande pour le fromage de chèvre, jadis une denrée rare dans le menu des restaurants et les supermarchés, est particulièrement forte.

Le nombre de bisons et de lamas, les espèces non traditionnelles les plus populaires dans l'Ouest, a plus que triplé. Des questions liées à la santé expliquent cette augmentation pour ce qui est des bisons. Les foyers de maladie de la vache folle en Europe ont ouvert des marchés pour la viande de bison en France, en Belgique, en Allemagne et en Grande-Bretagne. La viande de bison, plus maigre que celle du boeuf, est également attrayante auprès des personnes préoccupées par leur régime alimentaire.

En ce qui concerne les lamas, leur laine constitue le principal attrait. Plusieurs la comparent d'ailleurs au cachemire en termes de douceur. La moitié des lamas se trouvent en Alberta.

Les chevreuils et élan se retrouvaient davantage en Alberta, qui en comptait 39 635 têtes, et en Saskatchewan, qui en comptait 38 283. Le cheptel albertain a plus que triplé entre les deux derniers recensements. La viande de l'élan, tout comme celle du bison, est plus faible en gras, en calories et en cholestérol que celle du poulet ou du boeuf. Les élan sont aujourd'hui plus populaires que les chevreuils. Le velours des bois des deux

animaux constitue également un ingrédient des médicaments holistiques, produits en Amérique du Nord et exportés dans les pays côtiers du Pacifique.

Volaille

L'Est est toujours le point de mire d'une croissance notable

Le secteur de la volaille a également montré une croissance notable depuis 1996, l'Est du Canada étant toujours le principal producteur. La production de volaille et d'œufs, tout comme la production laitière, est soumise à la gestion des approvisionnements au Canada. Les producteurs et productrices doivent acheter des quotas pour se lancer en affaires. Les quotas contrôlent la quantité de produits soumis à la gestion des approvisionnements qu'une province peut produire.

Les consommateurs canadiens mangent davantage de poulet et plus souvent. La consommation de poulet par personne a augmenté de façon constante entre 1996 et 2000 pour atteindre près de 29 kilogrammes par année. Les agriculteurs et agricultrices ont déclaré 126,2 millions de poules et de poulets en 2001. Les poulets élevés pour la viande ont représenté 69 % de ces oiseaux, le reste étant des poules et des poulettes pondeuses élevées pour la ponte. La consommation d'œufs par personne, après avoir atteint un bas niveau se situant tout juste au-dessus de 14 douzaines en 1995, s'est accrue régulièrement pour se situer à près de 16 douzaines en 2000. L'Ontario et le Québec sont les deux plus importants producteurs.

La production de poulets à griller et à rôti ainsi que de poulets de Cornouailles a atteint 1,1 milliard de kilogrammes, ce qui constitue une hausse de 35 % au cours des cinq dernières années. Les efforts combinés de l'Ontario et du Québec ont représenté tout juste moins de 60 % de la production totale.

La production de dindes et de dindons s'est accrue de 13,3 % au cours de la période pour s'établir à 178,2 millions de kilogrammes. Le nombre de dindes et dindons a diminué de 5,5 % dans les fermes canadiennes, ce qui laisse supposer que le poids moyen de ces oiseaux est plus élevé que jamais auparavant. L'Ontario et le Québec sont encore les principaux producteurs de dindes et dindons, quoique la part de l'Ontario (41,4 %) soit presque le double de celle de son voisin (23,3 %).

Les grands couvoirs commerciaux, qui fournissent les secteurs ovocoles et des viandes, ont également contribué aux gains enregistrés dans le secteur de la volaille. En cinq ans, le nombre de poussins couvés a augmenté de 22,4 % pour s'établir à 686,5 millions. Encore une fois, la production de l'Ontario et du Québec constitue 60 % du total.

Gestion des terres

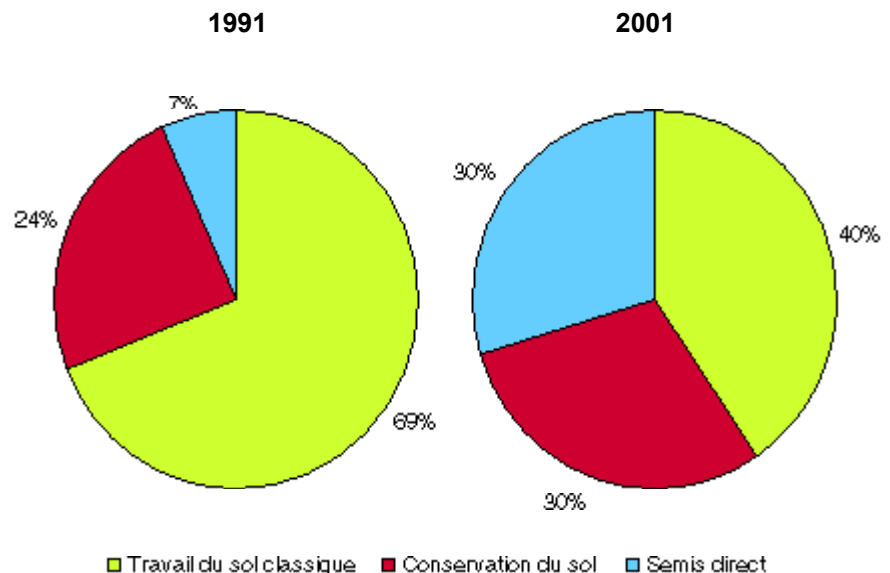
[Le travail de conservation du sol et le semis direct de plus en plus populaires](#)

[Fumier : nutriment naturel renouvelable](#)

Le travail de conservation du sol et le semis direct de plus en plus populaires

Les agriculteurs et agricultrices canadiens cherchent des façons de maintenir leurs coûts au plus bas et les nouvelles pratiques de gestion des terres, ainsi que des pratiques qu'on redécouvre, se révèlent être une des solutions. Les chiffres démontrent que les agriculteurs et agricultrices utilisent des pratiques de plus en plus respectueuses de l'environnement pour réduire l'érosion due au vent et à l'eau ainsi que le compactage du sol. Les agriculteurs et agricultrices profitent autant de cette situation que l'environnement lui-même. Les pratiques comme le travail de conservation du sol minimisent le nombre de passes que l'agriculteur ou l'agricultrice doit faire dans ses champs, ce qui réduit le nombre d'heures passées dans les champs et, par le fait même, les dépenses en carburant et les émissions de dioxyde de carbone. Le temps épargné permet à l'agriculteur et l'agricultrice de cultiver davantage de terres au cours d'une même période, avec le même équipement.

Les techniques de conservation du sol et de semis direct remplacent les méthodes classiques



D'avantage d'agriculteurs et d'agricultrices canadiens préparent leur terres pour l'ensemencement en utilisant la méthode du semis direct et le travail de conservation du sol, laissant ainsi du chaume à la surface, ce qui permet de protéger le sol contre l'érosion due au vent et à l'eau, et retient l'humidité. Cette capacité de retenir l'humidité permet aux agriculteurs et agricultrices de convertir des terres en jachère en terres cultivées et est particulièrement importante lors des années de sécheresse. Le degré d'utilisation de ces méthodes dépend du type de sol et des cultures.

L'utilisation du travail de conservation du sol et du semis direct est apparue de façon significative pour la première fois en 1991. La tendance a été confirmée en 1996 et en 2001, 44,4 % des fermes ayant déclaré des pratiques de préparation du sol utilisaient ces méthodes. Plus important encore, la superficie des terres où l'une de ces méthodes étaient utilisées représentait 59,5 % de toutes les superficies cultivées. On peut parler de longue tradition dans les Prairies pour ce qui est de ces méthodes, mais en 2001, les provinces de l'Atlantique, l'Ontario et le Québec ont toutes déclaré des hausses notables en ce domaine, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard. Les pommes de terre ne peuvent en effet être cultivées en utilisant les techniques actuelles du semis direct.

Fumier : nutriment naturel renouvelable

La croissance du nombre d'animaux a fait en sorte que les agriculteurs et agricultrices sont à la recherche de méthodes plus respectueuses de l'environnement et pour le voisinage afin de disposer du fumier. Le fumier constitue une alternative naturelle aux engrais commerciaux. Le fait qu'il soit ou non un substitut pratique aux engrais chimiques dépend de la quantité à transporter et de la distance à franchir. En 2000, le fumier a été épandu sur plus de 6,7 millions d'acres, ce qui équivaut à une hausse de 5,5 % par rapport à cinq ans plus tôt.

Dans plusieurs régions du Canada, des règles plus sévères sont adoptées pour les fermes d'élevage à la suite des pressions croissantes du public visant l'amélioration de la qualité de l'eau. Le Québec et certaines parties de la Colombie-Britannique ont déjà adopté des règlements environnementaux pour la disposition du fumier, lesquels équivalent à la réglementation en vigueur en Europe, où les restrictions sont sévères.

Depuis le dernier recensement, la superficie où l'on a épandu de l'engrais a diminué, ce qui laisse sous-entendre que le fumier remplace peu à peu les engrais. Les agriculteurs et agricultrices peuvent utiliser une méthode ou une combinaison de méthodes pour épandre le fumier. L'épandage solide a été la méthode la plus répandue en 2000, tout comme en 1995. Cette méthode a été utilisée sur 67,2 % de la superficie où du fumier a été épandu, comparativement à 73,0 % de la superficie totale en 1995.

Parmi les deux méthodes d'épandage liquide — en surface et injecté — l'épandage de surface a été utilisé sur 85 % de la superficie. L'injection de fumier directement dans le sol est considérée comme étant la méthode la plus respectueuse de l'environnement; sa superficie d'épandage a augmenté de 145,2 %.

Le fumier séché ou de compost préparé à l'intention des jardiniers urbains et des pépinières constitue également un produit des fermes d'élevage.

[Les exploitations agricoles](#) >

Agriculture biologique certifiée

[Les grandes cultures dominent la production](#)

[Les fruits, les légumes et les serres sur les côtes Est et Ouest](#)

[Les produits de l'érable au premier rang au Québec](#)

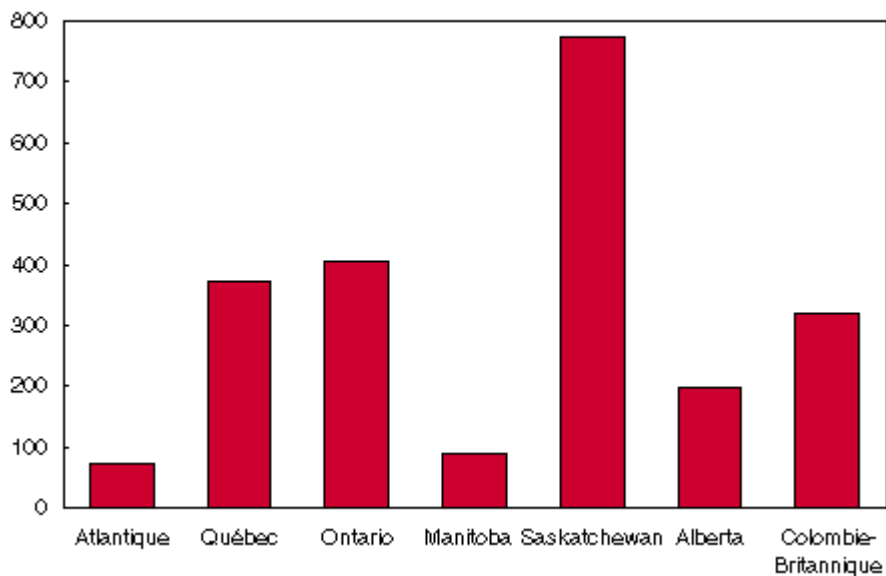
Les grandes cultures dominent la production

Les agriculteurs et agricultrices pouvaient pour la première fois déclarer dans le questionnaire du recensement la production de denrées agricoles certifiées biologiques. (Au Canada, pour obtenir la mention « certifié biologique », les agriculteurs et agricultrices doivent s'inscrire auprès d'un organisme de certification reconnu. Bien que la certification biologique soit légèrement différente d'une province à l'autre, elle est toujours fondée sur la norme nationale sur l'agriculture biologique mise de l'avant par l'Office des normes générales du Canada.)

Le recensement a dénombré 2 230 fermes, tout juste moins de 1 % du total, qui ont produit au moins une catégorie de produits agricoles certifiés biologiques. Les agriculteurs et agricultrices ayant déclaré au moins une partie de leurs produits comme étant certifiés biologiques tentent de faire croître et de satisfaire un segment du marché composé de personnes soucieuses d'adopter un mode de vie sain. La Saskatchewan comptait le plus grand nombre de fermes certifiées par un organisme (773); suivaient dans l'ordre l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique.

La Saskatchewan compte les plus grand nombre de fermes biologiques, 2001

Nombre de fermes



Bien que l'impression générale soit que l'agriculture biologique se consacre surtout à la production de fruits et de légumes, il appert que les grandes cultures (comme le sarrasin, le seigle et le carvi) dominent présentement. Quelque 1 442 fermes ayant une production certifiée biologique, ou les deux tiers de telles fermes, cultivaient des grandes cultures biologiques. Les grandes cultures constituaient la production certifiée biologique la plus courante dans quatre provinces : l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

Les fruits, les légumes et les serres sur les côtes Est et Ouest

Par ailleurs, les légumes, les fruits et les produits de serres étaient les produits les plus courants dans au moins les trois quarts des fermes biologiques du Canada atlantique et de la Colombie-Britannique.

Les produits de l'érable au premier rang au Québec

La production biologique au Québec était plus diversifiée. Environ 41 % des fermes biologiques du Québec ont déclaré cultiver d'« autres produits », principalement les produits de l'érable. Les légumes, les fruits et les produits de serres étaient tout près au deuxième rang, avec 33,6 % des fermes biologiques.

L'élevage certifié biologique d'animaux demeure un secteur moins développé au Canada. En effet, moins d'une ferme biologique sur cinq (17 %) a déclaré des animaux ou des produits d'origine animale.

[Les exploitations agricoles](#) >

Serres

[La superficie a doublé en 10 ans](#)

[Les légumes rattrapent les fleurs](#)

La superficie a doublé en 10 ans

L'industrie des cultures de serre a poursuivi son incroyable expansion entre 1996 et 2001; la superficie sous verre a augmenté de 42,1 %. Elle a d'ailleurs plus que doublé au cours des 10 dernières années.

En 2001, la superficie des surfaces sous verre, plastique ou autres types de protection a atteint 197,5 millions de pieds carrés, ou 4 535 acres, pour l'ensemble des serres canadiennes. La superficie moyenne des serres couvre les trois quarts d'un acre.

La plupart des produits résultant de cette hausse sont acheminés vers le sud : les tomates de serres du Canada sont attirantes aux yeux du marché américain, car la production reposant sur des terres moins onéreuses au Canada et la faible valeur du dollar permettent de vendre les tomates à un prix plus compétitif que celles cultivées en Californie ou dans d'autres états américains.

Toutes les provinces ont affiché des gains en ce qui a trait à la superficie des serres. En 1996, l'Ontario comptait à elle seule 45 % de la superficie totale. Cinq ans plus tard, sa part était passée à tout près de 50 %. La majeure partie de cette expansion a été observée dans le comté d'Essex, dans le sud-ouest de l'Ontario.

La Colombie-Britannique venait au deuxième rang, loin derrière, avec 50,0 millions de pieds carrés, et ce, malgré le fait que la superficie sous verre ait affiché une hausse de plus de 61 %.

Les légumes rattrapent les fleurs

Les fleurs, qui représentaient 47 % de la superficie en 2001, sont toujours en tête de liste des produits de serre. Toutefois, les légumes de serre n'étaient pas loin au deuxième rang, à 43 %, et leur part augmente plus rapidement que celle des fleurs. Les consommateurs s'attendent maintenant à pouvoir se procurer des produits frais toute l'année et ils sont prêts à payer davantage pour les obtenir.

Le reste de la production des serres était consacré à d'autres produits comme les jeunes plants.

Fruits

[La superficie en bleuets plus importante que celle des pommes](#)

[Le goût du succès pour les vignobles](#)

[Autres petits fruits](#)

La superficie en bleuets plus importante que celle des pommes

En 2001, les 108 679 acres de superficie en bleuets ont confirmé la domination de ce fruit par rapport à la superficie en pommes. Pendant que la superficie en bleuets augmentait de 20 %, celle des pommes diminuait d'une proportion similaire. La superficie en production effective constitue une des principales différences entre les deux fruits. En 2001, 10,7 % de la superficie totale en pommes n'était pas en production, comparativement à 45,3 % pour les bleuets. De nombreux pomiculteurs replantent leur verger avec des variétés naines ou semi-naines qui demandent moins d'espace.

La superficie totale en pommes au Canada était de 63 814 acres en 2001. Les Canadiens sont maintenant habitués à un approvisionnement en pommes fraîches toute l'année, dont certaines variétés proviennent d'un peu partout dans le monde. Les importations en provenance des États-Unis, de l'Argentine, du Chili et de la Nouvelle-Zélande contribuent à diminuer la part du marché des pomiculteurs canadiens et à réduire les prix à la production.

Les cinq principaux fruits selon la superficie totale en 2001, Canada

Fruits	Superficie en 2001 (acres)	Variation en % (1996-2001)
Bleuets	108 679	21,4 %
Pommes	63 814	-18,3 %
Raisins	26 165	40,9 %
Fraises	14 834	-12,2 %
Framboises	9 474	-4,9 %

Le goût du succès pour les vignobles

La superficie consacrée aux raisins a connu une hausse de 40,9 % entre les recensements pour se chiffrer à 26 165 acres. Les plus fortes augmentations en superficie ont été observées dans les régions vinicoles de Niagara et du comté d'Essex, dans le sud de l'Ontario. Environ 70 % des raisins du Canada proviennent du sud de l'Ontario.

La signature de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis en 1988 a été à l'origine de la mise en oeuvre d'un important programme visant à déraciner les variétés de raisins

indigènes et à les remplacer par des vignes européennes plus tendres de l'espèce vinifera, tels Chardonnay, Riesling, Sauvignon blanc, Cabernet Sauvignon et Merlot. Le plant de vigne prendra cinq ans avant d'être productif.

Cette diversification, la nouvelle technologie, des prix concurrentiels et un marché d'exportation en croissance ont permis aux vignobles de l'Ontario et de la Colombie-Britannique de se gagner une réputation mondiale. Cette industrie est de plus en plus sophistiquée et le tourisme vinicole, qui permet aux vignobles de vendre eux-mêmes leurs produits à partir de leurs propres caves et qui offre des circuits et même des cours de cuisine, est l'un des facteurs ayant contribué à la récente croissance. Il s'agit d'un excellent exemple de « valeur ajoutée » à une culture de base.

Autres petits fruits

Les canneberges ont affiché une hausse intéressante parmi les fruits, la superficie totale ayant augmenté de 64,6 % pour atteindre 7 453 acres. La part de la Colombie-Britannique était de 54,4 % et celle du Québec, de 35,2 %. Le jus de canneberges, qu'on dit excellent pour la santé, contribue à la hausse de la demande pour la canneberge. Sous forme déshydratée, ce fruit est devenu très populaire comme collation-santé.

Les baies de Saskatoon, un produit des Prairies comme son nom l'indique, se retrouvent sur les tablettes des supermarchés de partout au pays sous la forme de confitures et de gelées. Cet arbuste indigène rustique est un proche parent de la famille des pommes, aubépines et sorbiers des oiseaux et il produit des grappes de baies acidulées qui ressemblent aux bleuets. Les superficies ont augmenté de 79,2 % entre 1996 et 2001 pour se chiffrer à 2 937 acres. Quelque 95 % de la production se trouvait dans les trois provinces des Prairies.

Légumes de plein champ

Superficie record

Bien que peu importants en ce qui a trait à la superficie, les légumes ont tout de même joué un rôle dans la transition vers les cultures non traditionnelles; leur superficie a augmenté de 4,8 % par rapport à 1996, ce qui représente un record de 330 752 acres. Les Canadiens prennent sans doute à cœur la recommandation du Guide alimentaire canadien qui suggère de consommer de 5 à 10 portions de fruits et légumes par jour.

Les haricots, autrefois classées au cinquième rang des légumes les plus répandus, se classent maintenant au troisième rang derrière le maïs sucré et les pois verts. La superficie des haricots a d'ailleurs augmenté de 31,2 % depuis 1996. Les hausses importantes observées dans la catégorie « autres légumes » en Saskatchewan et, plus particulièrement, en Alberta sont en partie attribuables à la superficie accrue utilisée pour les herbes culinaires et les plantes médicinales, telles que le basilic et l'échinacée.

Les cinq légumes occupant la plus grande superficie, Canada, 2001

Légumes	Superficie de 2001 (en acres)	Variation en % (1996-2001)
Maïs sucré	87 696	-6,3 %
Pois verts	43 132	6,7 %
Fèves	30 001	31,2 %
Tomates	23 865	-6,6 %
Carottes	23 184	-2,2 %

La superficie en maïs sucré a diminué de 6,3 % depuis 1996, bien que ce soit toujours le légume le plus courant, avec 26,5 % de toute la superficie en légumes. Les quatre légumes les plus cultivés au Canada — maïs sucré, pois verts, haricots et tomates — constituent plus de la moitié de tous les légumes cultivés.

Finances

[Dépenses et revenus agricoles bruts à la hausse](#)

[La taille peut être synonyme de succès dans plusieurs cas](#)

[Finances agricoles : plus c'est gros, mieux c'est... mais pas toujours](#)

Dépenses et revenus agricoles bruts à la hausse

Au cours de la période quinquennale allant de 1995 à 2000, les prix que les agriculteurs et agricultrices ont obtenus pour leurs produits a diminué de 4,6 %, tandis que les sommes qu'ils ont dû dépenser, par exemple pour de l'engrais et du carburant, ont augmenté de 10 %. Les agriculteurs et agricultrices, coincés entre l'augmentation des coûts et la valeur moindre de leurs produits, ont dû accroître leur production afin de maintenir un ratio favorable entre les dépenses et les revenus.

En 2000, les dépenses d'exploitation des agriculteurs et agricultrices canadiens s'élevaient à 87 cents pour chaque dollar de revenus agricoles bruts. En 1995, ces dépenses étaient de 83 cents. (Les données sur les dépenses recueillies lors du recensement ne tiennent pas compte de la dépréciation.)

Au total, les revenus agricoles bruts s'élevaient à 38,3 milliards de dollars en 2000, alors que les dépenses étaient de 33,2 milliards de dollars. La situation variait d'un agriculteur, d'une agricultrice à l'autre en raison de facteurs comme le type de produits, les prix reçus pour ces produits et les conditions météorologiques; cependant, règle générale, les dépenses ont augmenté un peu plus rapidement que les revenus.

Cinq ans plus tôt, aux prix de 1995, les revenus étaient de 32,2 milliards de dollars et les dépenses, de 26,7 milliards de dollars. Pendant la majeure partie de cette période, le prix des grains et des oléagineux a diminué de façon importante, tandis que celui des bovins a augmenté. Le prix du porc a diminué pour atteindre un niveau alarmant en 1998, avant d'entreprendre une remontée. En outre, les paiements versés aux exploitations agricoles dans le cadre de programmes gouvernementaux a aussi augmenté.

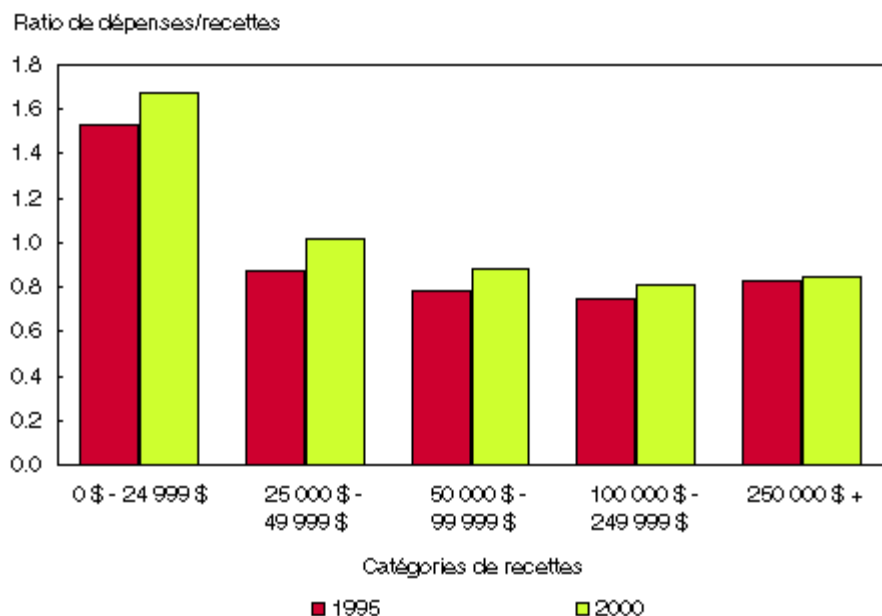
La taille peut être synonyme de succès dans plusieurs cas

Le montant consacré par une ferme aux dépenses par rapport aux dollars gagnés en revenus agricoles bruts varie selon les catégories de revenus. Les plus petites fermes, dont les revenus se situent sous les 25 000 \$, ont consacré 1,68 \$ en dépenses d'exploitation pour chaque dollar de revenus. Plusieurs fermes de cette catégorie sont des fermes d'agrément.

Les fermes qui se situaient dans les catégories de revenus plus importantes (250 000 \$ et plus) allouaient 85 cents pour chaque dollar de revenus. Toutefois, dans toutes les catégories, les agriculteurs et agricultrices devaient dépenser davantage en 2000 qu'en 1995 pour gagner un dollar.

La seule catégorie ayant affiché une hausse du nombre de fermes au cours de la période quinquennale a été celle des exploitations montrant des revenus bruts de 250 000 \$ ou plus. Cette catégorie, composée de 34 139 fermes, a augmenté de 32,0 % depuis 1995. Bien que ces fermes représentaient seulement 13,8 % de toutes les fermes au Canada, elles avaient déclaré 68,1 % de tous les revenus bruts en 2000.

Peu importe la taille de l'exploitation, le coût de revient est plus élevé en 2000



Finances agricoles : plus c'est gros, mieux c'est... mais pas toujours

Malgré le fait que la taille soit importante, la grosseur n'est pas toujours meilleure. Peu importe la taille de la ferme, certaines exploitations agricoles ont des dépenses plus élevées que les revenus qu'elles génèrent, et ce, dans toutes les catégories de chiffres d'affaires. Cela reflète le fait que pour les agriculteurs et agricultrices, les coûts ont augmenté plus rapidement que les revenus obtenus des produits agricoles. Seulement 25 % des fermes ayant des revenus inférieurs à 25 000 \$ avaient des revenus excédant les dépenses.

Bien que ce pourcentage augmente en même temps que la taille de la ferme, il était moins élevé en 2000 qu'il ne l'était en 1995, et ce, dans toutes les catégories de chiffres d'affaires. C'était particulièrement le cas des fermes qui dépendaient beaucoup des grains et des oléagineux, le prix de ces cultures ayant diminué de façon importante.

Catégories de recettes	Fermes ayant des revenus agricoles bruts supérieurs à leurs dépenses d'exploitation			
	1995		2000	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
0 \$ - 24 999 \$	35 160	29,9 %	24 070	25,0 %
25 000 \$ - 99 999 \$	62 481	76,3 %	46 009	66,3 %
100 000 \$ - 249 999 \$	46 263	90,3 %	39 606	84,1 %
250 000 \$ et plus	23 446	90,3 %	30 040	88,0 %
Total des fermes	167 350	60,5 %	139 725	56,6 %

Le type de produit est aussi un facteur

Les fermes diffèrent également en fonction du type de produits. Les fermes laitières allouaient le moins en dépenses d'exploitation pour chaque dollar de revenus, soit 75 cents. Par contre, les éleveurs de bovins y consacraient la plus grande part, 94 cents. Ces exploitations sont souvent caractérisées par des entreprises à haut volume mais à faible marge de manœuvre. Les fermes porcines se situaient à peu près au milieu, allouant 84 cents pour chaque dollar de revenus. Les fermes de cultures (y compris celles de grandes cultures, de céréales et oléagineux, et de blé) ont dépensé en moyenne 86 cents pour chaque dollar de revenus.

[Les exploitations agricoles](#) >

L'agriculture dans le nord

En 2001, le Recensement de l'agriculture a dénombré 200 fermes dans les territoires : 170 dans le Territoire du Yukon et 30 dans les Territoires du Nord-Ouest. On ne compte aucune ferme dans le Nunavut.

Les fermes qu'on retrouve dans les territoires sont plus petites qu'ailleurs au pays; leur superficie moyenne se situe tout juste sous les 150 acres. Quelques exploitations agricoles des Territoires du Nord-Ouest sont uniques en ce sens qu'elles font l'élevage d'animaux sauvages à des fins commerciales. Au Yukon, une destination touristique de choix, on retrouve plusieurs pourvoiries qui ont aussi des exploitations agricoles. On y fait surtout pousser du foin et on y garde des chevaux afin d'en faire profiter l'entreprise. Le foin compte pour les trois quarts des grandes cultures dans les fermes des territoires, et les rennes, les bœufs musqués et les chevaux sont les animaux qu'on y retrouve le plus souvent.

Ordinateurs

[Quatre agriculteurs et agricultrices sur 10 utilisent un ordinateur](#)
[L'utilisation de l'ordinateur augmente en même temps que les revenus](#)

Quatre agriculteurs et agricultrices sur 10 utilisent un ordinateur

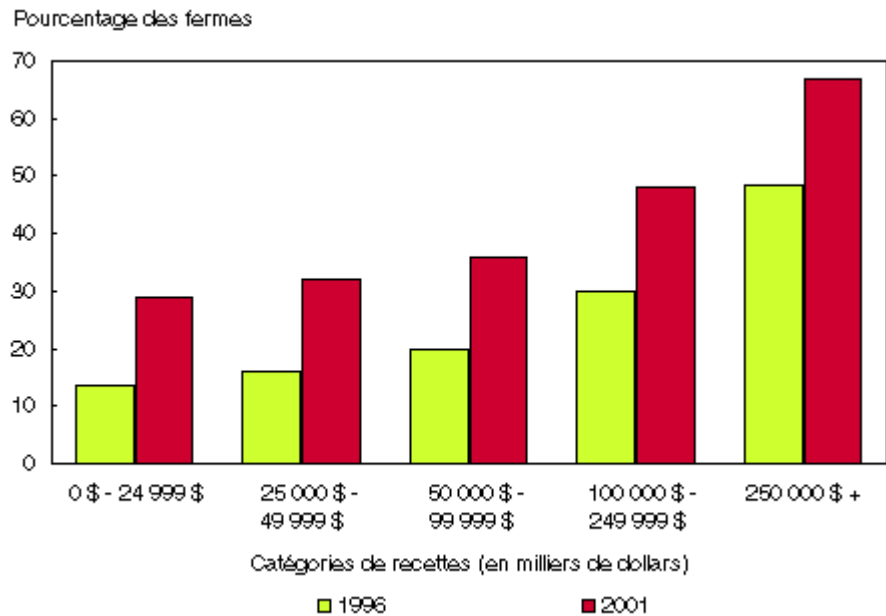
Depuis 1986, le recensement recueille des données sur le nombre d'agriculteurs et d'agricultrices qui utilisent l'ordinateur en tant qu'outil de gestion pour leur ferme. Pour la première fois en 2001, le recensement a aussi recueilli des renseignements sur le type d'applications informatiques utilisées.

La proportion d'agriculteurs et d'agricultrices utilisant un ordinateur pour la gestion de la ferme a doublé tous les cinq ans depuis 1991. En 2001, elle s'élevait à près de 40 %, comparativement à 21 % en 1996. Cette proportion peut sembler faible si on la compare aux 54,9 % de Canadiens qui possédaient un ordinateur en 2000. Toutefois, les régions rurales ne disposaient pas, jusqu'à tout récemment, des infrastructures pouvant permettre ou faciliter la « connectivité » comme dans le Canada urbain.

Dans certains cas, comme pour la tenue de livres, les agriculteurs et agricultrices se servent simplement de l'ordinateur au lieu d'utiliser le papier. Les applications informatiques pour la tenue de livres étaient les plus courantes dans presque 8 cas sur 10. D'autres applications, comme Internet, ont permis aux agriculteurs et agricultrices d'avoir facilement accès au monde. Sept agriculteurs et agricultrices sur 10 utilisaient Internet pour trouver des renseignements portant par exemple sur les prix des produits ou les prévisions météorologiques.

Les autres applications utilisées étaient, dans l'ordre, le traitement de texte, le courrier électronique et la conservation des registres sur le bétail et les cultures. Les agriculteurs et agricultrices utilisaient aussi les ordinateurs à d'autres fins, comme les transactions bancaires.

Les ordinateurs gagnent en importance dans toutes les catégories de recettes, Canada, 1996-2001 (aux prix de 2000)



L'utilisation de l'ordinateur augmente en même temps que les revenus

Plus les revenus d'une ferme étaient élevés, plus il y avait de probabilités que l'agriculteur et l'agricultrice dispose d'un ordinateur. En 2001, plus des deux tiers des agriculteurs et agricultrices ayant des revenus égaux ou supérieurs à 250 000 \$ (aux prix de 2000) utilisaient un ordinateur pour la gestion de leur ferme. En 1996, cette proportion équivalait à un peu moins de la moitié des fermes. La proportion d'agriculteurs et agricultrices utilisant un ordinateur est en hausse dans toutes les catégories de revenus depuis 1996.